

Pour faire suite à mon expertise psychiatrique du 10/2/2015.

Je vais d'une part faire l'analyse de cet entretien, tel que je le ressens. Je dirai ensuite en complément ce que je n'ai pas eu le temps et la volonté d'indiquer au psychiatre, car celui-ci n'était pas réceptif. Je déclarerai en fait mon état réel: je suis en Guerre contre l'administration mauvaise du CNRS, qui le transforme en un organisme non scientifique. Mon état ne peut donc être considéré comme un état pré-dépressif ou de dépression cachée, comme le dit l'expert dans son rapport, sinon il faut interdire le départ des soldats à la guerre. Bien sûr une guerre peut faire des morts, qui est l'état de dépression majeur... Mais ce n'est en rien un état de dépression caché. C'est un état réceptif, ou le moral compte, et l'action aussi. Je suis donc en état de travaillé si l'on m'en donne les moyens. L'état, et le CNRS, refuse de me donner les moyens malgré le contrat que j'ai passé avec lui en temps que fonctionnaire ; il refuse d'appliquer sa constitution : tout le monde a le droit à un travail quel que soit ses croyances.... ; il renie les droits de l'homme.

Je vais donc commencer par l'analyse de mon entretien avec l'expert psy du 10/2/2015 :

Cet entretien montre clairement que j'ai été surpris de me trouver devant un expert seul, et non devant le comité médical. Pourtant, j'avais eu longuement le responsable du bureau du comité médical, quelques jours avant, qui ne m'avait même pas informé de ma méprise, ce qui veut dire qu'il ne cherchait pas à m'entendre et qu'il obéissait aux ordres donnés, sans compassion et sans adaptabilité. D'où ma méprise avec l'expert lors du rendez-vous. Cet entretien montre aussi que l'expert n'avait pas été mis au courant du dossier réel, ou qu'il avait la volonté de tester ma capacité d'accepter la version de l'administration, c'est-à-dire d'avaliser des faits irréels. Comme tout chercheur correct, j'ai dû refuser les contre-vérités de l'administration, preuve pour l'expert que j'étais inapte au travail.... On pourra remarquer que ce constat (i.e. que le CNRS et son administration sont fous car ils refusent d'admettre la réalité, quitte à transformer/fabriquer des preuves pour cela) était difficile pour moi à admettre car il me procure des ricanements. Aparté : Pour moi, ce refus de la réalité est le nœud de la discorde ; c'est le mal majeur de toute administration, y compris celle du CNRS, mais cela est inacceptable en science.

Du coup j'ai perçu les questions de l'expert comme des pièges et je me suis défendu.

Comme l'agression ressentie était violente (intrusion sans préavis dans ma sphère de sécurité) j'étais à cran, et ne pouvais dire que les procédures du CNRS (que je subissais) étaient délirantes (i.e. mal managées et à contre-emploi). Tout ceci me semblait absurde car (i) je suis en état de travailler, (ii) je ne suis pas le seul à être et avoir été harcelé au laboratoire (j'ai donné à l'expert la lettre de F.D. qui atteste son état, mais il y en a eu d'autres), (iii) mes conditions de travail ne sont pas favorables à cause du CNRS et de l'ECP, (iv) le CNRS refuse non seulement d'appliquer une déontologie correcte (depuis 15 ans), mais aussi la loi (depuis 3 ans au moins) avec moi.

En partant, j'ai refusé de serrer la main de l'expert, preuve de la tension qu'il a su engendrer en pénétrant par intrusion dans ma sphère d'intégrité. C'est un point qu'il aurait du noter dans son rapport et qu'il a refusé de relever. De même il a refusé de noter l'approche partielle qu'il a donné à cet entretien, et le manque d'honnêteté de l'information donnée sur mon cas par le Comité Médical.

Je n'ai pas eu le temps de lui dire :

que les préceptes d'enseignement étaient bafoués par l'ECP et le CNRS (via des exemples négatifs de type abus de droit vis-à-vis d'étudiants, de soutenance de thèse réalisée dans des conditions illégales, contrats torpillés,...)

que le processus de travail pourrait être inversé au bénéfice de tous si je suis remis au travail, car (a) FD a été harcelé avant moi par le labo, et j'ai pu l'aider à se mettre au travail, (b) d'autres techniciens ont aussi été harcelés avant lui, (c) des anciens thésards du labo sont dépressifs (probablement à cause de ces méthodes employées sur eux aussi, car quoi de plus facile de faire croire que la responsabilité des erreurs en cours de thèse vient du thésard et non du directeur de thèse...), (d) comment faire accepter à un bon technicien de rester dans ces conditions sauf à lui faire admettre des conditions d'hygiène mentale inacceptables; par contre je sais que ce labo est soumis à l'autorité de l'administration et suivra des directives correctes si on les lui impose. Il est donc tout à fait possible de le forcer à s'adapter aux exigences naturelles de l'homme et de lui faire respecter l'hygiène mentale de ses membres, sans détruire pour autant de la structure.

Je me considère donc en guerre contre les procédures administratives du CNRS ; celui-ci nie grandement la réalité, et refuse la déontologie scientifique ou la subordonne au respect de la tradition administrative, même quand celle-ci est bancal. Ceci est un non-sens car c'est l'inverse qui marche. Pour le CNRS, les hommes sont des outils qui doivent obéir aux règles que l'administration a décidées. Il faudrait que le CNRS comprenne que l'intérêt d'utiliser un outil est de faire plus simplement le travail pour lequel il est fait, et non le contraire. Cela nécessite de tester l'efficacité de l'outil et de la machine et ses règles de fonctionnement au besoin.

Les enjeux de mon action: modifier les pratiques administratives pour qu'elles prennent en compte la réalité. Ceci est primordial dans notre société scientifique où les lois techniques et scientifiques doivent être scrupuleusement respectées (les problèmes de Fukushima sont liés en grosse partie à cela, refus de connaître les règles d'utilisation de la centrale, sélectionner seulement celles qu'on croit importantes).

Pour faire admettre ma vision rigoriste mieux vaut partir d'un exemple sans risque majeur, plutôt que d'un cas extrême avec haut risque (Tchernobyl, Fukushima). Les enjeux sont alors mineurs, et on peut tester la valeur de l'adaptation du système à ce genre de problème, et en faire un test de comportement.

Mon cas est exemplaire : j'ai démontré ma qualité et ma rigueur scientifique pendant 15 ans via le journal *Poudres & Grains*, car celui-ci comporte beaucoup d'articles donnant ma position sur des problèmes scientifiques controversés actuels qui doivent être validés a posteriori (méthode de validation proposée et testée par *Poudres & Grains* car c'est la seule méthode réellement fiable). Certaines controverses ont été tranchées dans mon sens ; d'autres questions sont encore controversés (tel le cas des gaz granulaires en condition spatiale, mais mes articles donnent tous les paramètres pour s'assurer de la pertinence de mes vues et de mes résultats; et ceux-ci sont d'ailleurs repris par la Chine).

Aucun de mes articles n'a fait l'objet de récusation sérieuse. J'ai demandé l'évaluation par mes pairs et par le CNRS de *Poudres & Grains* pendant 15 ans. Refus systématique, tracasseries administratives... Ces articles existent et les chercheurs en tant que professionnels de la recherche ont l'obligation d'être au courant ; tant pis pour eux s'ils ne s'intéressent qu'à des discussions oiseuses de certaines revues scientifiques ; on ne pourra pas dire que je n'ai pas fait le maximum pour mettre en garde les jeunes chercheurs (bien que ceux-ci aient tendance à reprendre le leitmotiv administratif : « *ce n'est pas ma faute, je ne savais pas* », pour ne pas dire plutôt « *on ne m'a pas appris à travailler sérieusement* »).

Donc mon cas est exemplaire, car je demande le respect de la réalité, des résultats scientifiques, de la déontologie. Depuis quinze ans, je n'ai même pas réussi à faire poser le problème par le laboratoire.... Pire, celui-ci, le directeur de l'ECP et le Délégué Régional et le Président du CNRS refusent d'imposer une gestion saine, et acceptent des démarches illégales depuis 3 ans au moins, refusant que je me défende, faisant appliquer des sanctions par le Comité Médical pour leur éviter des accusations de meurtre. Mais le Comité médical n'a pas à interdire un suicide volontaire, même organisé par une administration, pour faire croire au bon droit de l'administration !!!

Car ma mort même par suicide ne sera que mon acte de reddition parce que j'aurai perdu ma guerre contre une administration dite « au service de l'homme ou de l'humanité » qui ne respecte pas les droits de l'homme. Elle signifiera que je refuse de me retrouver seul, et que je maintiens mon AVERTISSEMENT. Par là, je refuserai aussi le droit au CNRS et à l'ECP de co-signer ou d'avoir co-signé mes articles. Merci à la communauté de faire respecter ces dernières demandes par delà ma mort.

Enfin, j'aimerais faire comprendre aux autorités qu'à la longue le sentiment d'incompréhension fait que les victimes se sentent des parias et sont prêtes à toutes les incohérences, face à des terroristes d'état, à des fanatiques de l'administration qui font passer leur mode de gestion comme un rite religieux intouchable... L'éducation actuelle montre de nombreuses incohérences de ce type, de schizophrénie administrative, qui peut rendre incohérent la vision des jeunes et les pousser au terrorisme...

Je n'en veux à personne. Mais ces sentiments existent, sont le fait du harcèlement effectif et efficace que je subis depuis 15 ans, et auquel je résiste plutôt bien. Je laisse mes témoignages libres d'accès pour ceux qui voudraient comprendre et étudier les détails ; idem pour mon entretien avec l'expert psychiatre. En Décembre 2011, j'étais au meeting contre le « copier-coller » (*Plagiat – recherche : 20-21 Octobre 2011, Paris-Panthéon Assas*) ; c'est là que je me suis aperçu que j'étais au dernier stade connu (dixit le séminaire) du harcèlement de ce type. Je n'avais encore subi aucun des moyens juridiques mis en œuvre depuis contre moi par le CNRS.

Je considère l'acharnement des médecins et du comité médical comme un non-sens, comme une trahison de leur serment d'Hippocrate, et des buts de leur vie, indigne d'un pays démocratique.

Châtenay, le 15/3/2015
Pierre Evesque

Further to my psychiatric examination on 02/10/2015.

English Translation of **Pour faire suite à mon expertise psychiatrique du 10/2/2015.**

I'm the one hand to analyze the interview with the expert, as I feel. Then I will say in addition that I have not had the time and the desire to tell the psychiatrist, because it was not receptive. I will declare actually my real state I am in War against maladministration of the CNRS, which transforms it into a non-scientific body. My condition can not be considered a pre-depression or depression hidden, as the expert said in its report, otherwise it must prohibit the departure of the soldiers in the war. Of course a war may be dead, which is the state of major depression ... But it is by no means a hidden state of depression. It is a receptive state, or moral consideration, and the action too. So I'm working condition if one gives me the means. The state and the CNRS, refuses to give me the means despite the contract that I spent time with him in official; it refuses to implement its constitution: Everyone has the right to work regardless of his beliefs ; he denies human rights.

I start with the analysis of my interview with the psychiatrist expert 10.02.2015::

This interview clearly shows that I was surprised to find myself in front of a single expert, and not before the medical committee. Yet I had the long head of the office of the medical committee, days before, which was not even informed me of my mistake, which means he was not trying to hear me and he obeyed to orders, without compassion and without adaptability. Hence my mistake with the expert during the appointment. This interview also shows that the expert had not been made aware of the real issue, or had the desire to test my ability to accept the version of the administration, that is to say, of endorse unreal facts. Like any decent researcher, I had to turn against the truths of the administration, the expert evidence to that I was unable to work It may be noted that this finding (ie the CNRS and his administration are crazy because they deny reality, even transform / manufacture evidence for this) was hard for me to admit because it gives me the giggles. Aside: For me, this denial of reality is the discord node; it is the major harm of any administration, including that of the CNRS, but this is unacceptable in science.

So I perceived issues of the expert as traps and I defended myself.

As experienced assault was violent (intrusion without notice in my safe harbor) I was on edge, and could not say that the procedures of the CNRS (I experienced) were delirious (ie poorly managed and against type). All this seemed absurd because (i) I am able to work, (ii) I am not the only one and he was harassed in the laboratory (I gave the expert FD letter that certifies its status but there have been others), (iii) my working conditions are not favorable because of the CNRS and the ECP, (iv) the CNRS refuses not only to apply proper conduct (for 15 years), but also the law (at least 3 years) with me.

In parting, I refused to shake the hand of the expert evidence of the tension he knew lead by penetrating intrusion into my sphere of integrity. This is a point that should have noted in the report and refused to take up. Likewise he refused to note the biased approach that he gave the interview, and the lack of honesty of the information given on my case by the Medical Committee.

I have not had time to say:

that educational precepts were violated by the ECP and the CNRS (via negative examples such as abuse vis-à-vis law students, thesis defense realized in illegal conditions, torpedoed contracts, ...)

that the work process could be reversed to the benefit of all if I am back to work, because (a) FD was harassed by the lab before me, and I could help him get to work, (b) other technicians were also harassed before him, (c) of former PhD students of the lab are depressed (probably because of the methods used on them too, because what could be easier to make believe that the responsibility of thesis errors during PhD student comes from, not the supervisor ...), (d) how to accept a good technician to remain in these conditions except to make him admit unacceptable conditions of mental hygiene; by cons I know this lab is subject to the authority of the administration and follow proper guidelines if they are imposed. It is therefore quite possible to force it to adapt to the requirements of the natural man and make him respect the mental health of its members, without destroying the structure.

I consider myself to war against the administrative procedures of the CNRS; it greatly in denial and refuses scientific ethics or subordinates to respect for administrative tradition, even when it is wobbly. This is nonsense because it is the opposite that works. For CNRS, men are tools that must obey the rules that the administration has decided. It would have CNRS understand that the value of using a tool is to simply the work for which it is made, and not the opposite. This requires testing the effectiveness of the tool and the machine and its operating procedures required.

The challenges of my action: change administrative practices that take into account the reality. This is essential in our scientific society with technical and scientific laws must be observed (the problems at Fukushima are in large part related to this refusal to know the rules of use of the plant, select only those believed important).

To admit my rigorous vision is better from a sample without major risk, rather than an extreme case with high risk (Chernobyl, Fukushima). The stakes are so minor, and we can test the value of the adaptation of the system to this problem, and make it a behavior test.

My case is an example: I have demonstrated my capacity and my scientific rigor for 15 years via *Poudres & Grains* newspaper, because it contains many articles giving my position on current controversial scientific issues that must be validated a posteriori (validation method proposed and tested by *Poudres & Grains* because it is the only truly reliable method). Some controversies were decided in my mind; other issues are still controversial (as the case of granular gas spatial condition, but my articles give all parameters to ensure the relevance of my views and my results, and these are also taken up by China).

None of my articles has been a serious challenge. I asked the evaluation by peers and by the CNRS Powders & Grains for 15 years. Systematic refusal, red tape ... These articles exist and researchers as research professionals have an obligation to be aware; too bad for them if they are interested only in idle discussions of some scientific journals; we can not say that I have not done everything possible to warn young researchers (although they tend to take over the administrative motto: "*it's not my fault, I did not know*" if not rather "*I was not taught to work seriously*").

So my case is exemplary because I demand respect for the reality of scientific results, ethics. For fifteen years, I have not even managed to put the problem in the laboratory.... Worse, this one, the director of the ECP and the Regional Delegate and the President of CNRS refuse to impose sound management, and accept illegal approaches for 3 years at least,

refusing me to defend myself, enforcing sanctions by the Medical Committee for them to avoid murder charges. But the medical committee did not prohibit voluntary suicide, even organized by an administration, to make it look good right administration !!!

For my very death by suicide will be my act of surrender because I have lost my war against a so-called administrative "in the service of mankind or humanity" that does not respect human rights. It will mean that I refuse to be alone, and I stand by my WARNING. By that, I also refuse the right to CNRS and the ECP to co-sign or have co-signed my articles. Thank you to the community to enforce recent requests beyond my death.

Finally, I would make the authorities in the long sense of incomprehension that victims feel outcasts and are ready for any inconsistencies in the face of terrorist state in the administration of the fanatics who put their management as an untouchable religious rite ... Education today shows many inconsistencies of this type, administrative schizophrenia, which can make incoherent vision of youth and push them to terrorism...

I do not want anyone. But these feelings exist, are attributable to the effective and efficient harassment I suffered for 15 years, and which I resist rather well. I let my free access accounts for those who want to understand and study the details; ditto for my interview with the psychiatrist expert. In December 2011, I was at the rally against the "copy and paste" (*Plagiarism - Research: October 20-21, 2011, Paris-Panthéon Assas*); that's when I realized that I was the last known point (according to the seminar) harassment of this type. I had not yet undergone any legal means implemented since against me by the CNRS.

I consider the eagerness of doctors and medical committee as nonsense, as a betrayal of their Hippocratic oath, and goals of their lives unworthy of a democratic country.

Châtenay, le 03/15, 2015
Pierre Evesque